

INTERVIEW D'HUBERT VÉDRINE SUR LA CRISE GÉORGIENNE

Hubert Vedrine

Interview d'Hubert Vedrine sur la crise géorgienne

«Ce qui est arrivé n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Poutine dit depuis des années que la période de décomposition de l'URSS et du chaos Eltsine - où les Américains donnaient des instructions aux Russes -, est terminée. On sait aussi qu'il veut rétablir l'autorité de la Russie et qu'il est soutenu par 70% de ses compatriotes. Et même un modéré comme Gorbatchev nous alerte de longue date sur le danger de mettre constamment la Russie devant le fait accompli. C'est pourtant ce que s'obstine à faire l'administration Bush: en élargissant l'Otan, alors que Bush père s'était engagé à ne pas le faire, ou en installant des boucliers anti-missiles en Pologne et en Tchéquie, au mépris du traité ABM que voulaient garder les Russes. De même au Kosovo: la Russie était absolument contre l'indépendance et avait annoncé, il y a dix ans déjà, des conséquences dans le Caucase ou ailleurs... On l'a accordée quand même aux Kosovars. Pas de surprise donc. Je ne dis pas pour autant que les Russes ont raison: ils ont réagi de manière disproportionnée et brutale. Mais si certains éléments de l'administration Bush n'avaient pas poussé cet excité de président Géorgien à se jeter dans le piège qui lui était tendu, on n'en serait pas là. Il s'agit de l'un des multiples aspects du mauvais bilan de l'administration Bush, qui est désastreux dans le monde arabe et pas bon en Russie. Cette crise nous oblige à réexaminer l'ensemble de nos relations avec la Russie, sur tous les plans, stratégiques, économiques, politiques, etc. Car, bien sûr, elle aura des conséquences au-delà même du Caucase. Mêmes causes, mêmes effets. Si les occidentaux se conduisent à l'identique en Ukraine - en intégrant celle-ci à l'Otan et en s'en servant de base militaire -, Poutine fera en Crimée, vieille terre Russe, ce qu'il a fait en Ossétie. Dans ce méli-mélo de petits peuples, le Kremlin peut continuer à utiliser les minorités russes, voire les non-russes qui se sentent mal à l'aise là où ils se trouvent. C'est une politique classique de puissance. Mais les occidentaux ont cru, à tort, que la Russie n'était plus une puissance. Ils ont fait l'erreur de penser qu'ils pouvaient continuer à parler au nom de la «communauté internationale» alors qu'ils ne parviennent plus à imposer leurs volontés dans le monde multipolaire qui surgit de manière sauvage sous nos yeux. (Birmanie, Chine, Darfour, Caucase, Iran, etc). Face à cette situation, que peut-on faire? Reconnaître nos maladresses n'oblige pas à donner raison aux Russes. Mais la position très combative, de l'administration Bush et de quelques autres, n'est pas tenable. D'une part parce-que les européens ne sont pas d'accord entre eux, d'autre part parce-qu'ils ne peuvent se passer du gaz et du pétrole russes. Mais la Russie aussi a besoin des occidentaux - de leur technologie, de financements, de savoir-faire... Pour les Européens travail consiste à s'accorder sur une ligne ferme et dissuasive, qui ne soit pas pour autant imprudente. Afin de montrer aux Russes où sont leurs limites, sans négliger certains de leurs intérêts vitaux. Il faut trouver en somme le degré de fermeté tenable compatible avec une coopération euro-russe. Nous avons trois mois pour le faire, afin d'être en mesure de discuter en janvier 2009 sur une européenne ligne commune avec la prochaine administration américaine, quelle qu'elle soit. Et de participer ainsi à l'élaboration d'une nouvelle politique russo-américaine. Sur beaucoup de sujets internationaux, ce changement aux Etats-Unis représente une chance pour les Européens d'être enfin partenaires et acteurs et pas seulement spectateurs.» Propos recueillis par Sylvie Santini



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Interview d'Hubert Védrine sur la crise géorgienne



05/09/2008